

LE JOUR, 1951
31 MAIS 1950

LA SITUATION EN SYRIE

De quelque façon qu'évolue la crise en Syrie, il faut retenir que c'est une crise, au propre plus qu'au figuré encore ; et se souvenir que, depuis plus d'un an, la Syrie connaît des vicissitudes singulières.

Ce n'est pas parce que la marche du temps est si rapide qu'on perdra de vue la suite de secousses et les accidents majeurs qui ont ébranlé le pays voisin.

Cette crise syrienne qui était attendue et qui vient de se produire, pour être moins dramatique que les autres, ne ressemble pas à ces petites aventures politiques qui, pour des raisons un peu futiles, éloignent un homme du pouvoir ou l'y ramènent.

Le malaise en Syrie est profond. Si le Président du Conseil démissionnaire formait de nouveau le Gouvernement, ce serait parce qu'aucune autre solution n'aura paru possible ; et si ce n'était pas lui, on se retrouverait devant les mêmes perspectives mouvantes et incertaines.

On a eu soin de nous dire que ce n'était pas la question de la religion de l'Etat, ni la déclaration tripartite sur le Moyen-Orient, ni les relations économiques libano-syriennes qui avaient provoqué le départ de M. Khaled El-Azm. Si c'était vrai, si aucune de ces graves questions n'était en jeu, nous n'en serions que plus impressionné. Car, dans un moment comme celui que la Syrie traverse, à un tournant comme celui où elle se trouve, on ne change pas de gouvernement pour le plaisir de changer de gouvernement. Mais, depuis quelques semaines, tel ministre et tel autre se sont comportés de façon si étrange, leurs propos ont été si déconcertants, qu'on a dû se rendre à l'évidence. La difficulté est avant tout d'ordre intérieur. On peut comparer la Syrie d'aujourd'hui à un train qui a déraillé et qui ne retrouve plus sa voie.

La Syrie, nous l'écrivions l'autre jour, est sortie de la ligne de son destin ; elle a perdu l'équilibre qui était sa seule issue. Sur le plan politique comme sur le plan religieux, elle a abandonné sa tradition ; sur le plan économique et sur le plan régional tout autant de sorte qu'elle paraît vouée pour longtemps aux tâtonnements et à l'incertitude.

Pour rétablir les choses, il faudrait d'autres méthodes, un autre état d'esprit, tandis que nous voyons que l'armée syrienne, dont le rôle reste décisif, occupe encore toutes les avenues du Sérail ; et qu'une certaine idéologie plus redoutable qu'une politique positive, montre au peuple syrien son avenir sous un jour illusoire.

Un vieux pays comme la Syrie, dont la population si peu dense n'a rien d'homogène, dont l'évolution est si contradictoire et lente, dont les paysages sont si peu ressemblants, dont les aspirations sont si variées, on ne peut pas prétendre le gouverner comme a fait Atatürk ou tel autre dictateur de ce siècle.

En Syrie, en fait de gouvernement il n'y a pas grand-chose à inventer. Le meilleur précepte serait la modération dans une fermeté quasi paternelle, une longue probité et une longue patience. Mais il ne s'agit apparemment que d'avions, de canons, de chars et d'entreprises guerrières. Alors où va-t-on ?